

mutinerie du mois d'octobre de la même année. Le Sous-comité a trouvé une situation semblable à Millhaven où aucun programme n'a été mis en oeuvre depuis le 5 octobre 1976. Un détenu a déclaré au Sous-comité que les programmes n'étaient pas réellement mis en oeuvre, même avant la mutinerie. Au Pénitencier de la Colombie-Britannique, tous les programmes ont été supprimés depuis la prise d'otages en juin 1975. Seule l'institution à sécurité maximale de Prince-Albert assure un programme qui fonctionne de façon convenable sans pour autant satisfaire aux exigences d'une journée de travail normale. Pour l'année 1973-1974 on n'a produit dans cet établissement que pour \$413,866 de produits manufacturés.

562. Il ressort des témoignages des administrateurs du SCP devant le Sous-comité que les difficultés actuelles relativement à l'élaboration des programmes dans les institutions à sécurité maximale découlent en partie de la tentative de les mettre en oeuvre dans le cadre d'un milieu réfractaire. Il est impossible de traiter les 40% des détenus récalcitrants des institutions à sécurité maximale sur le même pied que les autres détenus. Au début de la présente décennie, les tentatives en vue de libéraliser les programmes ont suscité des espoirs injustifiés, surtout dans les institutions à sécurité maximale où les détenus exigent actuellement qu'on réponde à leurs besoins du jour au lendemain.

563. Depuis le 1er janvier 1975, dans les pénitenciers à sécurité maximale uniquement, il s'est produit sept grèves importantes, dix-neuf prises d'otages, et cinq mutineries qui ont entraîné des dommages matériels assez considérables rendant certaines parties des bâtiments inutilisables.

564. Nous pouvons soupçonner à juste titre que l'oisiveté dans les prisons mène à la violence et que l'établissement qui offre peu de programmes risque davantage d'être perturbé par des mutineries. Une chose est certaine: c'est dans l'institution à sécurité maximale de Prince-Albert que le volume de production industrielle est le plus élevé et où le taux d'incidents impliquant la violence est le plus faible, ce qui est probablement attribuable au fait que les détenus soient toujours occupés. Parmi les pénitenciers à sécurité maximale du Canada, quatre n'ont pas à l'heure actuelle de programmes de formation technique ou de programmes récréatifs. La reprise des activités normales dans l'établissement à sécurité maximale de Laval dépend de la réfection des installations. Le CDC a réouvert dernièrement, et une fois encore, l'existence et l'implantation des programmes dépend de la disponibilité et de l'installation du matériel requis. A Millhaven et au Pénitencier de la Colombie-Britannique, la reprise des activités a été lente par suite d'un prétendu risque pour la sécurité. (Le Sous-comité estime que ces risques ont été exagérés).

565. Il n'en demeure pas moins que le fait de garder inoccupés des détenus dans des institutions à sécurité maximale peut entraîner d'autres incidents, à caractère violent.

Réactions de l'AFPC à l'égard des programmes

566. L'Alliance de la Fonction publique, section du Solliciteur général, dans un des mémoires qu'elle a fait parvenir au Sous-comité, souligne que la sécurité doit avoir priorité sur tous les autres objectifs. Bien que cet organisme se soit prononcé contre «l'entreposage» des détenus, elle considère que les programmes actuels sont trop diversifiés pour être efficaces et trop peu équilibrés pour tenir suffisamment compte de la sécurité.

567. L'AFPC est d'avis que tous les programmes thérapeutiques, c'est-à-dire ceux qui visent une modification du comportement, ont été pour l'instant un échec